



Déclaration liminaire **CGT**  
au comité social d'administration (CSA)  
du 28 novembre 2024.

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les membres du CSA,

Point 1 à l'ordre du jour\_ information sur le projet de modernisation\_ **pas de document**  
Point 2 à l'ordre du jour\_ information sur les chiffres du fret et du tourisme fluvial 2023\_ **pas de document**  
Point 3 à l'ordre du jour\_ information sur la protection sociale complémentaire des personnels publics\_ 1 document\_ un **power point de 3 pages**, dont une pour la page de présentation !  
Point 4 à l'ordre du jour\_ information sur le calendrier social 2025\_ 1 document\_ **un calendrier !**

**Tous ces sujets présentés en visio, qui a été annoncée moins de 24h avant la tenue de l'instance !**

**Quel dédain** de la direction générale pour les représentants du personnel !

**Quel dédain** de la direction générale pour les personnels eux-mêmes de ne pas permettre aux élus de défendre les droits et intérêts des agents.

Semaine dernière, les **représentants CGT alertaient déjà** lors de la CSSCT centrale de l'absence de document préparatoire sur des sujets essentiels, et le recours à la visio.

Force est de constater que **l'irrévérence de la direction générale à l'encontre des représentants syndicaux** ne fait que s'accroître.

**Le dialogue social, qui doit être l'exercice de la démocratie au sein de l'établissement, ne peut se faire dans ces conditions, ce n'est pas acceptable.**

Le « **fonctionnaires bashing** » actuel du gouvernement, **insupportable** et reposant sur des mensonges et des données tronquées aurait-il contaminé notre établissement public ?

MACRON, Barnier et Kasbarian, le ministre de la liquidation de la fonction publique, portent une politique **violemment régressive et méprisante à l'encontre des agents publics**. Trois jours de carence, diminution du taux d'indemnisation des arrêts maladie, non-reconduction de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), gel du point d'indice, casse des missions publiques, de l'emploi public, du statut général des fonctionnaires et des droits des contractuels ; la liste des attaques est longue, **précarisant et déshumanisant toujours davantage nos services publics et ceux qui y travaillent**.

A VNF, les deux dernières instances annoncées tardivement en visio, et les visio déjà annoncées pour 2025, augurerait-il de **l'austérité à venir** ?

---

Des **coupes budgétaires et d'effectifs** prochaines à VNF ?  
Et ce malgré les promesses et engagements de la direction générale !

---

La CGT n'acceptera pas une énième dégradation des conditions de travail, et des conditions de sécurité qu'entraînerait **immanquablement, immédiatement et irrémédiablement** la réduction des effectifs et/ou la réduction des budgets.

Si de nouvelles trajectoires d'effectifs ou budgétaire sont actées, la CGT demande **une clarification immédiate**, des objectifs de « modernisation » de l'établissement et des projets qui devront, de fait, être obligatoirement retardés ou abandonnés ; sans quoi la direction générale porterait la lourde responsabilité d'accentuer dangereusement **la souffrance et le mal être au travail déjà bien trop présents au sein de VNF**.

**Le 5 décembre, la CGT appelle l'ensemble des agents à participer aux actions intersyndicales de la fonction publique afin d'engager le rapport de force indispensable pour combattre les régressions sociales et gagner l'amélioration de nos conditions de vie.**

*Merci*  
*Vos élus CGT au CSA central.*